



COMMUNIQUÉ
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

La réorganisation des laboratoires médicaux de la Gaspésie « On s'expose à des risques sérieux », estime l'APTS

Gaspé, le 14 juillet 2016 – Le personnel des laboratoires des établissements de santé publics de la Gaspésie invite la population de la région à s'opposer au projet de centralisation des laboratoires médicaux, connu sous le nom d'OPTILAB. D'après les technologistes médicales, le transfert de 70 % des prélèvements pour analyse vers Rimouski engendrerait de nombreux désagréments. Elles craignent non seulement pour leur emploi mais aussi pour les patients, en raison notamment du prolongement des délais pour l'obtention de résultats et l'établissement de diagnostic.

« La communication entre les intervenants est beaucoup plus facile quand tout se fait sur place. Et la perte de proximité nous expose à des risques de dégradation ou de perte des échantillons. Tous ceux qui ont déjà voyagé dans l'Est du Québec en plein hiver connaissent les difficultés auxquelles on peut s'attendre. Plus un échantillon voyage, plus les risques sont grands qu'il soit endommagé ou carrément perdu », explique Nicole Déry, vice-présidente nationale de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS).

« Certains examens nécessitent une analyse immédiate, précise Guylaine Michel, répondante politique de l'APTS pour la région de la Gaspésie. Le transport de Chandler vers Rimouski, par exemple, retarderait de quelques heures, voire même de quelques jours le traitement de l'échantillon en laboratoire. Ce délai peut avoir des conséquences dramatiques pour le patient. »

Les porte-paroles syndicales évoquent les tests de routine qui pourraient être expédiés ailleurs que dans l'établissement où le patient est suivi. Ces derniers révèlent parfois des valeurs critiques exigeant que le patient soit traité le jour même. C'est pourquoi le délai supplémentaire pour recevoir les résultats pourrait s'avérer dangereux, voire même mortel dans certains cas.

Pertes d'emploi et appuis municipaux

Une proportion importante des 75 postes de technologistes médicales de la région pourrait être abolie. Ces pertes d'emploi ainsi que les éventuels transferts de ressources et de médecins spécialistes ajoutent à l'inquiétude des personnes salariées concernées. « Travailler dans leur coin de pays, c'est un choix de vie pour nos membres, qui ne veulent, ni ne peuvent, aller travailler à Rimouski », fait valoir Guylaine Michel.

Informées de l'impact de cette réorganisation, les autorités municipales et les députés de plusieurs régions à travers le Québec ont fait connaître leur opposition au projet OPTILAB et leur appui au moratoire sur son déploiement, réclamé par l'APTS. C'est le cas en Gaspésie où tous les maires ont appuyé la demande de résolution présentée par les préfets des municipalités régionales de comté aux séances des conseils des maires en mai et juin derniers. À ces occasions, c'est à l'unanimité qu'ils ont résolu de s'opposer publiquement à OPTILAB en adressant une demande de moratoire au gouvernement.

« Nous invitons nos concitoyens à signer [la pétition](#) revendiquant un moratoire afin d'éviter que les laboratoires de notre région ne soient démantelés de façon précipitée, sans analyse approfondie des conséquences de la centralisation », conclut la représentante de l'APTS.

À propos de l'APTS

L'APTS est une organisation syndicale qui regroupe 32 000 Indispensables, occupant des postes professionnels et techniques dans les domaines du diagnostic, de la nutrition, de la réadaptation, de l'intervention psychosociale, du soutien clinique et de la prévention. De ce nombre, 3 200 sont des technologistes médicales. Dans la région de la Gaspésie, l'APTS représente près de 500 personnes dont 65 qui travaillent dans les laboratoires.

–30–

Pour information : Guylaine Michel, répondante politique de l'APTS pour la Gaspésie
Téléphone : 418-254-1605 (cell.)